



LYCÉE FRANÇAIS
DE MADRID



Edito

Ca y est ! Le NUMAD session 2016 commence. Toute l'équipe des journalistes du LFM est très fière de vous présenter la première édition de son Journal ! Ce numéro a pour but de présenter les thématiques des commissions au sein desquelles les délégués des différents établissements scolaires vont débattre. Découvrez nos articles rédigés en trois langues, en fonction des langues respectives des commissions (français, anglais, espagnol).

Au programme de cette toute première édition, nous traiterons de sujets très variés comme le contrôle d'Internet : comment réussir à protéger des informations publiées sur le net ? Comment des états qui surveillent de très près l'historique de leurs concitoyens réussiront ou non à leur donner plus de liberté ?

Nous parlerons aussi de l'ébauche de l'état sunnite au Moyen-Orient qui prend de plus en plus d'ampleur et nous tâcherons d'expliquer cette évolution.

Nous verrons également si les entreprises qui traitent les déchets industriels tiennent compte du développement durable.

Dans le cadre du Conseil de Sécurité, nous nous intéresserons à la question de la lutte contre les différentes

organisations terroristes qui ne cesse de susciter la peur dans nos sociétés.

Pour le Conseil de Sécurité Historique, nous nous sommes situés dans un contexte historique. Par conséquent, nos journalistes ont écrit l'article comme au lendemain du bombardement de Sakiet Sidi Youssef par l'armée française, le 8 février 1958.

En ce qui concerne le thème de «l'Après Cop21», nos journalistes ont tâché de faire un travail synthétique et explicatif afin que tout le monde puisse comprendre les décisions qui ont été prises lors de cette conférence internationale qui a eu lieu à Paris en décembre dernier. Cependant, il reste bien des problèmes que la Cop21 n'a pas résolu. Nous espérons que la commission en charge de ce sujet complexe saura adopter les bonnes résolutions que les délégations de la Cop21 n'ont pas réussi à approuver.

Nos journalistes évoqueront par ailleurs la question des terres agricoles avec la question : "Quelles propriétés pour quelles utilisations" ?



HUGO CAMAIN ET MAGDALENA HERVADA
RÉDACTEURS EN CHEF

Autre thématique traitée ici : les causes et les conséquences du problème des réfugiés syriens avec une explication de la géopolitique du pays.

Enfin, pour la dernière commission, nos journalistes s'intéresseront à l'obésité qui malheureusement se développe de façon pandémique sur toute la planète, aussi bien dans les pays les plus développés que dans les pays en voie de développement.

Chers lecteurs, nous sommes très heureux de vous présenter nos productions pendant 3 jours. Nous vous invitons à nous suivre sur la page Facebook du NUMAD. Vous y retrouverez des photos, des vidéos, des interviews exclusives...

A bon entendeur, les Rédacteurs en chef de l'équipe de journalistes vous souhaitent un très bon séjour dans la capitale espagnole et une bonne participation au NUMAD !

La communauté internationale face à l'ébauche d'un État sunnite au Moyen-Orient

Depuis les attentats de Paris du 13 novembre 2015 et les nombreuses vagues de réfugiés qui arrivent en Europe, le monde entier suit avec attention le Moyen-Orient et plus particulièrement la guerre civile qui secoue la Syrie.

Depuis le printemps arabe, des forces rebelles luttent contre le pouvoir d'el-Assad. À cette lutte s'ajoute l'Etat islamique qui gagne des territoires dans ce pays. Les forces kurdes, visées par ce groupe extrémiste se joignent elles aussi à la guerre.

Entre participation et abstention, la communauté internationale affiche un avis partagé sur cette guerre. D'ailleurs, elle occupait bien peu les pays européens jusqu'à l'arrivée des réfugiés à leurs frontières à l'été 2015 même si elle faisait déjà de nombreuses victimes parmi la population et ce, depuis de nombreuses années. Ce n'est que maintenant que les États commencent à ébaucher des solutions pour mettre fin aux tensions au Moyen-Orient pour obtenir la paix. Celle qui retient l'attention est celle de la création d'un État sunnite entre la Syrie et l'Irak.

En effet, la religion musulmane s'appuie sur deux confessions majoritaires : la sunnite et la chiite. Cette différence est en place depuis la mort de Mahomet en 632. **Les sunnites veulent comme successeur du prophète ses compagnons.** Les chiites proposent Ali,

le gendre de Mahomet, et successeur de ses biens légalement. Aujourd'hui encore, ces deux factions restent, mais elles ne défendent pas toujours les mêmes principes.

Les sunnites, qui représentent 85% de la population musulmane, sont considérés comme les plus "orthodoxes", c'est-à-dire les plus stricts.



Carte de la répartition de sunnites et chiites au Moyen-Orient

Les deux se font la guerre et leurs différences sont la cause de nombreux attentats, comparables aux Guerres de Religion qui ont secoué la France au XVI^{ème} siècle. En Syrie, c'est aussi une des principales raisons de la révolution contre el-Assad : la population est majoritairement sunnite, mais le pouvoir en place est chiite. C'est cette différence entre autres qui a déclenché la Guerre Civile qui dure déjà depuis 4 ans.

Pour certains, il est facile d'éviter de nouveaux conflits : il suffit de créer un État sunnite qui servirait à accueillir les populations sunnites qui le souhaiteraient. Un des principaux défenseurs de cette thèse est John Bolton, républicain américain. Il propose la création d'un Etat sunnite là où se

trouve aujourd'hui l'Etat islamique afin d'apporter une certaine stabilité à la région et de remplacer ainsi la carte tracée lors de la Première Guerre Mondiale selon la foi des habitants. Or, si on regarde l'intégration d'Israël au Moyen-Orient presque 70 ans après sa création, cette solution interroge cependant...

En effet, selon Hiltermann, directeur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord de l'International Crisis Group, ce nouvel État ne correspondrait pas parfaitement à une zone de peuplement sunnite, et créerait ainsi de potentiels nouveaux conflits, surtout pour les Syriens qui ne sont pas sous le contrôle de l'Etat islamique et se verraient ainsi attribuer un nouveau pays sans concertation. De plus, les sunnites n'ont pas de chef unique : qui gouvernerait alors cet État ?

En attendant de trouver une solution, la guerre continue de ravager la Syrie et l'Etat islamique ne semble pas près d'être vaincu.

**Lucia GARASINO,
Sofia GUIJARRO
et Marie PICAZO**

Conseil de sécurité

Quelle coopération internationale dans la lutte contre les organisations terroristes ?

Un terme terrible revient régulièrement dans la presse depuis de nombreuses années. Il s'agit de celui du terrorisme. Cette notion désigne l'emploi de la terreur à des fins politiques, religieuses ou idéologiques. C'est aussi l'ensemble des actes violents (attentats, prises d'otages etc.) commis par une organisation ou des groupes.

CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU



Le terrorisme se différencie des guerres par le fait qu'il produit généralement des destructions plus massives en raison des moyens mis en place par les États qui **commandent à des armées puissantes**.

Les groupes terroristes sont généralement moins bien organisés et dotés de moyens financiers limités.

Ils ont pour but de créer un climat d'insécurité, afin d'exercer un chantage sur un gouvernement, et de satisfaire leur haine à l'égard d'une communauté, d'un pays et d'un système de valeurs. Prenons l'exemple des attaques de Charlie Hebdo qui ont eu lieu le 7 janvier 2015. Les terroristes, responsables de ces attaques, revendiquaient entre autres la suppression de caricatures représentant notamment le prophète Mahomet.

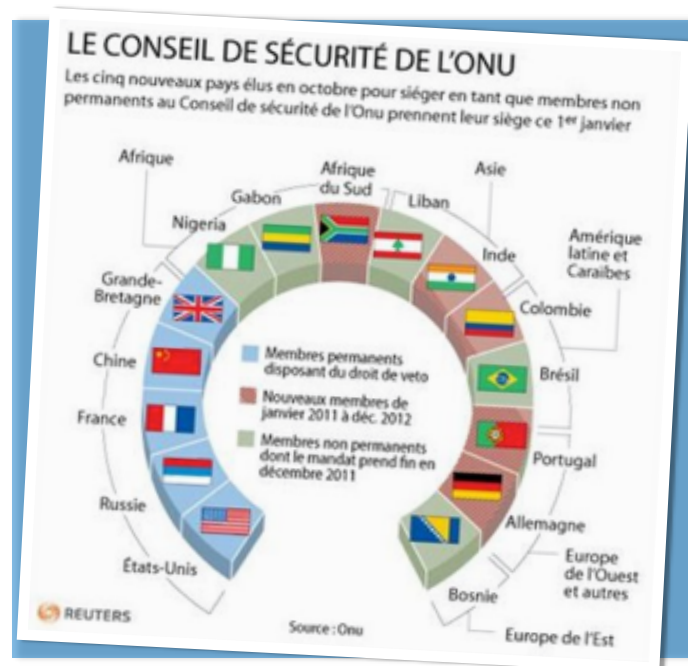
Après cette date, plusieurs mesures ont été mises en place par l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Ces nouvelles mesures s'appuient sur une stratégie et des plans d'actions concrets qui sont :

- **Analyser les conditions** propices à la propagation du terrorisme.
- **Prévenir et combattre** ce phénomène, en prenant des mesures pour renforcer les moyens dont disposent les États pour lutter contre celui-ci.
- **Renforcer également le rôle des Nations Unies** dans ce domaine.
- **Garantir le respect des droits de l'homme** dans le cadre de cette lutte contre le terrorisme.

Cette stratégie mondiale s'appuie sur l'accord et le consentement auxquels sont parvenus les dirigeants mondiaux, qui eux-mêmes visent à condamner le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations.

Zoé COSTA et Sandra MICHIA



Le contrôle d'internet

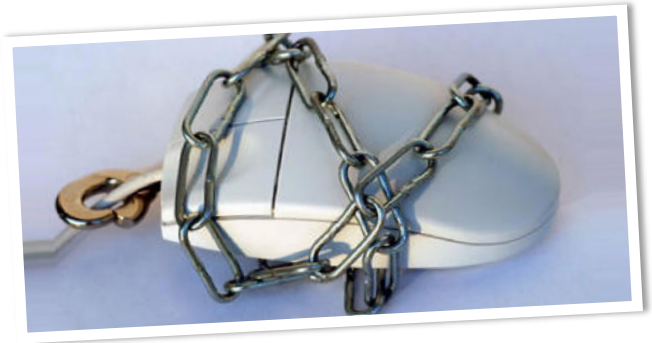
Depuis l'invention d'internet vers 1971, les États le possédant ont cherché des moyens afin de le contrôler.

Aujourd'hui, internet est un outil utile, un élément essentiel du quotidien. Ceux qui pensent pouvoir s'en passer sont peu nombreux, et c'est bien normal. Il offre un accès facile à l'information, à la culture, aux réseaux sociaux.

Cependant, on s'est rapidement rendu compte que cette liberté en ligne pouvait également représenter un danger. C'est pourquoi il a fallu envisager des actions visant à limiter ou interdire l'accès à certaines informations, voire de les éliminer. Cette démarche peut cependant mener à une forme de censure.

Dans une telle situation, cette surveillance étroite vise surtout à cacher des écrits ou des images polémiques (nouvelles, secrets gouvernementaux, etc.). Elle est également utilisée pour censurer par exemple des sites pornographiques, des commentaires déplacés et des incitations à la haine raciale ou des propos diffamatoires.

Les pays du monde entier réagissent très différemment à cette potentielle menace. Certains, comme la France, laissent beaucoup de libertés à ce sujet. En Chine, au contraire, le gouvernement rêve de transformer l'internet



chinois en un gigantesque Intranet, un réseau sélectif ne permettant que le strict minimum dans l'internet mondial, afin de limiter le contact avec le reste du monde ainsi que la critique du gouvernement.

La principale mesure actuelle pour contrôler un tant soit peu ce danger est la fermeture ou la suspension de nombreux sites internet, plus de 2 676 en 2007.

Pour la protection des mineurs, des limitations ont été mises en place comme le contrôle parental, les avertissements audio ou visuels lors de l'accès à un site préjudiciable à la jeunesse, ou encore la vérification d'âge.

Le problème de ces moyens est qu'ils ne couvrent que peu d'aspects d'internet, notamment la pornographie, et que le contrôle de l'information ou la défense de la vie privée restent très compliqués.

A ce jour, aucune réelle solution sans faille n'a été trouvée, et ces problèmes restent très actuels, surtout en raison du fait que tout, de nos jours, passe par internet, que ce soit les courriers, les transferts de fonds, les achats, ce qui fait que l'on y trouve donc de nombreuses données personnelles.

Quel contrôle d'internet peut-on donc imaginer pour demain afin qu'il reste synonyme de liberté et de respect de l'individu ?

**Gaspard COLLIN
et Joseam SILVA**



L'APRÈS COP21

La **COP21** est une conférence qui s'est déroulée lors de la Convention cadre des Nations Unies afin de parler des changements climatiques. Celle de 2015 s'est tenue du 30 novembre au 12 décembre à Paris. Elle a réuni 195 États dont ceux de l'Union Européenne, des entreprises, des syndicats, des organisations de protection de l'environnement, des instituts de recherche et enfin 3 000 journalistes du monde entier chargés de relayer les avancées des débats. Au total, plus de 40 000 personnes y ont participé.

La **COP21** se prépare en plusieurs étapes. Tout d'abord, les négociateurs des États se réunissent dans le cadre de l'ONU pour établir ensemble le texte qui sera discuté lors de la conférence. Ensuite, lors de la rencontre, les représentants des États échangent sur la question du climat. Puis, ils doivent remettre à l'ONU leurs contributions au plus tôt. Et finalement, entreprises, pouvoirs publics locaux, universitaires, citoyens, tous se réunissent pour préparer la conférence tout en soumettant aux

négociateurs des points de vue et des conclusions. Les engagements qui y sont pris sont revus tous les cinq ans, et doivent contenir des promesses de la part de chaque participant pour réduire les émissions des gaz à effet de serre. Ensuite, toutes ces décisions sont regroupées dans un texte appelé « Agenda des solutions ».

Un des problèmes climatiques traité, et le plus récurrent, est celui du niveau des océans. En effet, à cause de la pollution, la température terrestre a terriblement augmenté ces dernières années et provoque la fonte des glaciers ce qui entraîne la montée des eaux. Phénomène qui, en 2100, pourrait se matérialiser par une élévation de 2 mètres du niveau des océans. Or, plus de la moitié de la population mondiale vit à moins de 50 kilomètres de la mer. Certains territoires ou îles comme le Bangladesh ou Tuvalu se verraient alors partiellement ou totalement engloutis, ce qui causerait une énorme vague de migrations climatiques.

ON ESTIME QU'AU MOINS 20 MILLIONS DE RÉFUGIÉS CLIMATIQUES POURRAIENT ÊTRE AMENÉS À QUITTER LE BANGLADESH D'ICI 2050

Une des résolutions prises est de faire en sorte que la température du globe n'augmente pas de plus 2°C par rapport à celle que nous connaissons aujourd'hui. Or, pour maintenir une atmosphère terrestre convenable, celle-ci ne devrait même pas croître, mais plutôt diminuer.

La **COP21** de 2015 a déjà réussi à obtenir que les États dédient au minimum 1% de leur PIB à la recherche de solutions sur la lutte contre le réchauffement climatique. Ces dernières sont essentielles pour permettre dans les prochaines années de maintenir la stabilité des sociétés, le bien-être et la sécurité de milliards d'êtres humains.

**Victoria BENAVIDES
Uriel LIJOUR
et Emanuela POLO DE MONTLIVAUT,**



Les terres agricoles : quelles propriétés pour quelles utilisations ?

UNE APPROPRIATION DES TERRES AGRICOLES

Avec la crise financière de 2008, le phénomène de préemption s'est de plus en plus développé. Il consiste à acquérir de façon prioritaire un bien, lorsque le propriétaire manifeste sa volonté de le vendre.

En Afrique, la transformation de terres familiales en zones de production extensive devient très courante. La LOASP (Loi d'orientation agro-sylvo-pastorale au Sénégal) votée en 2004, a pour objectif d'asseoir le développement rural. Elle a pour objectif de moderniser une exploitation agricole familiale, tout en promouvant l'entrepreneuriat agricole.

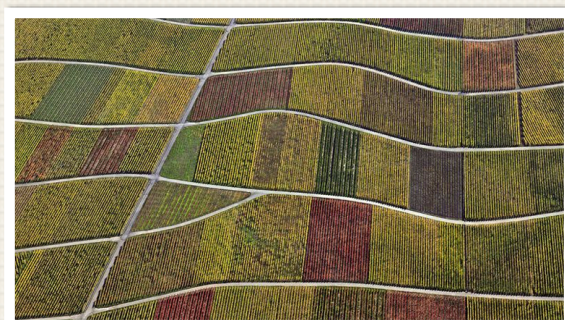
De nos jours, les terres sont des biens stratégiques pour la population urbaine et rurale. Pour cela, de grands fonds du Moyen-Orient, de Chine ou encore de riches capitalistes décident de racheter d'immenses étendues de terres agricoles comme par exemple en Afrique ou au Brésil pour y construire de très grandes fermes. Elles permettent d'obtenir une production moins chère et qui est

directement proposée soit au pays propriétaire, soit au marché international.

Ce phénomène est étroitement lié à l'augmentation de la population mondiale (de 6 milliards en 1999 à 7 milliards en 2011) et au développement de l'urbanisation : plus de 75% de la population mondiale vit en ville.

Au Sénégal, la question des terres privatisées a été un sujet de débat pendant très longtemps. L'État considérait la privatisation et la propriété privée comme étant le seul moyen de faire face à la modernité dans un contexte d'accroissement de la démographie. La promotion de ce mouvement par le gouvernement sénégalais a permis à une classe capitaliste d'émerger économiquement grâce à cette production intensive.

Cependant, cela a aussi engendré une paupérisation d'une grande part du Sénégal (le taux de pauvreté est passé de 25% à 50% en 30 ans) et un déséquilibre au sein du pays.



Terres agricoles aux Etats-Unis

En effet, ces exploitations ne sont pas destinées à nourrir les populations locales, mais au développement de biocarburants, destinés à la consommation automobile, au nom de l'écologie, comme le biodiesel, le bioéthanol ou encore le biogaz.

De plus, le concept de production intensive a de nombreux effets négatifs : l'appauvrissement des paysans, la pollution des sols avec l'emploi massif d'engrais, la dissémination de substances cancérigènes, la détérioration des écosystèmes et bien d'autres.

Les petits agriculteurs sont donc menacés par ces grandes fermes, car ces terres deviennent inaccessibles. En effet, l'administration peut reprendre les petites terres familiales si elle juge la mise en valeur insuffisante ou si l'État estime nécessaire sa reprise pour des besoins publics ou pour la satisfaction des demandes des investisseurs privés.



Terres agricoles en France

Malena MEJIA,
Ines TRAFFORD
et Ana Maria RODRIGUEZ

Europa reacciona ante la crisis de los refugiados

El mundo asiste atónito al drama de Siria, donde la guerra civil ha dejado para el 2015 más de 220 000 muertos. Sus habitantes luchan por escapar a tal tragedia y el número de refugiados aumenta por segundos. Y las miradas se centran en la reacción de los países que la rodean, Europa no tiene otro remedio que ejercer el asilo humanitario.



Gare Wien Westbahnhof , le 5 Septembre 2015: migrants en route vers l'Allemagne

Los países de la región ya han acogido a 4 millones de sirios, sin embargo las cifras europeas llegan a unos 250 000. Así pues, ante la protesta ciudadana, el presidente de Francia, François Hollande, y la canciller alemana, Angela Merkel han anunciado su decisión de presentar a la Unión Europea una "iniciativa común" para dar respuesta a la actual crisis migratoria. El proyecto incluye grandes medidas sobre la organización de la acogida de 120 000 refugiados del conflicto sirio.

Aunque no toda Europa es cooperante, el Reino Unido ha rechazado rotundamente la propuesta franco-alemana y ha cerrado sus fronteras contra los migrantes sirios que viajan al país europeo. Se dice que sólo aceptarán a 20.000 de aquí a 2020. Este rechazo se produce principalmente por el miedo a acoger fuerzas terroristas infiltradas. Según el diario británico (Sunday Express) ya se eleva a 4 000 el número de terroristas infiltrados entre los refugiados en Europa.

Los servicios de inteligencia europeos trabajan contrarreloj para identificar a los yihadistas que el Estado Islámico infiltra entre los miles de refugiados sirios con la finalidad de llevar a cabo atentados. Es más, dos de los terroristas que formaron parte del último atentado parisino estaban en el país mediante la acogida de refugiados. No obstante, crecen las ciudades españolas que acogerán refugiados gracias a la Federación Española de Municipios y Provincias (FEMP) que ahora en adelante coordinará la acogida con la ayuda del gobierno. No solo Europa ayuda a lo refugiados sirios; ya son 4 900 los acogidos por Estados Unidos. Y el número de países colaboradores sigue en aumento, teniendo en cuenta siempre la amenaza terrorista.

Gabriela DIAZ y Paola RODA

Vers une gestion mondiale des déchets industriels

Les déchets industriels sont des résidus provenant d'une activité de production artisanale, commerciale, industrielle ou tertiaire, dont l'élimination doit être assumée financièrement par leurs producteurs. Ces déchets peuvent se diviser en trois catégories, en fonction de leur impact et dangerosité sur l'environnement.

LES DÉCHETS INDUSTRIELS SONT CEUX QUI POSENT UN PROBLÈME CHAQUE FOIS PLUS IMPORTANT DANS LA SOCIÉTÉ D'AUJOURD'HUI.

Autrefois, la gestion des déchets était considérée comme un service public, mais elle est désormais devenue une opportunité commerciale. Les producteurs eux-mêmes sont les responsables de leur traitement, mais souvent ces règles ne sont pas respectées et les résidus sont éliminés de façon dangereuse ou voire pas du

tout. Aujourd'hui, 70% des déchets du monde sont enfouis dans le sol, même certains qui pourraient être recyclés.

Certaines entreprises privées s'occupent de les gérer de façon convenable et en accord avec les réglementations nationales et internationales. Par exemple, l'entreprise SITA propose plusieurs méthodes pour prendre en charge la gestion de ces déchets. Elle propose des lieux de stockage pour les déchets dangereux (DID), des services de dépollution et de réhabilitation de sites et de sols pollués, ou encore des traitements des eaux par incinération ou traitement biologique. Cette démarche respectueuse reste cependant à généraliser car elle n'est adoptée que par une minorité d'entreprises.

**Emilia AGUIRRE,
Léon MARQUET-LE-COAT
et Christina SYVERTSEN**



Camion de l'entreprise Astradec, s'occupant de la gestion et du tri des déchets

3 CATEGORIES DE DECHETS

Les déchets industriels banals (DIB)

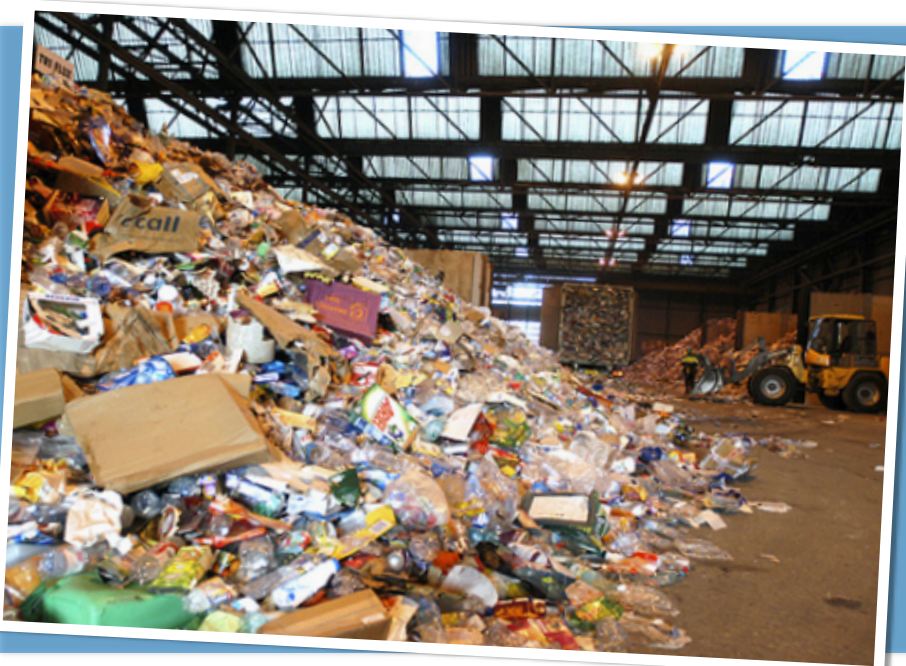
Ceux-ci ne sont ni dangereux ni inertes et sont assimilés aux ordures ménagères : bois, papiers, cartons, plastiques, métaux, verres, matières organiques, végétales ou animales etc.

Les déchets industriels spéciaux (DIS)

Ceux-ci sont ceux qui ont besoin de précautions particulières lors de leur élimination pour protéger l'environnement. Leur stockage, transport, pré-traitement et élimination sont soumis à un contrôle administratif. Ce sont notamment les déchets contenant de l'amiante, de l'arsenic, du plomb, ou les déchets constitués de boues, de peinture, d'hydrocarbures ou de produits de vidange, mais aussi ceux provenant de l'industrie pétrolière, chimique et pharmaceutique.

Les déchets industriels inertes

Ceux-ci ne se décomposent pas, et ne peuvent en aucun cas être éliminés. En effet, ils ne brûlent pas, ne sont pas biodégradables et ne se détériorent pas. Ils sont très polluants et peuvent nuire à la santé. C'est très dangereux pour la terre s'ils entrent trop en contact avec l'eau de surface ou souterraine car elle deviendrait toxique et nous ne pourrions plus la consommer.



Entrepôt de stockage de déchets solides de l'entreprise UVED

Guerre d'Algérie

LE BOMBARDEMENT DU VILLAGE TUNISIEN DE SAKIET SIDI YOUSSEF PAR L'ARMÉE FRANÇAISE LE 8 FÉVRIER 1958

Hier, le 8 février 1958, plus de 3 ans après le début de la guerre d'Algérie, un groupe de 25 avions français a bombardé le village tunisien de Sakiet Sidi Youssef. L'opération a été menée aux alentours de midi, jour de marché. On compte au total plus de 70 morts et 130 blessés, dont une majorité de civils. Se situant à une centaine de mètres de la frontière algérienne, le village abritait, selon l'armée française, des rebelles membres de l'ALN, l'Armée de Libération Nationale. Il convient de préciser que l'ANL est le bras armé du FLN, un parti politique algérien radical et pro-indépendantiste.

C'est notamment ce dernier qui commit une série d'attentats le 1er novembre 1954. Ces attaques sanglantes marquèrent le début de la guerre d'Algérie. En effet, après avoir acquis le statut de colonie en 1902, suite à 55 ans de conflit armé, l'hostilité régnait à l'égard des Français. À la suite de la Seconde Guerre mondiale, plusieurs partis politiques radicaux virent le jour, dont le FLN.

Aux prises depuis la Toussaint 1954 avec le FLN, l'attaque est présentée comme une riposte de l'État français. En effet, l'armée, excédée par les attaques

perpétuelles menées à son égard au niveau de la frontière, voulait sanctionner la Tunisie, qui servait de base de repli pour les rebelles. On constate au cours de ce mois de février une multiplication des incidents. Hier, un avion de reconnaissance a été attaqué depuis Sakiet.

Après avoir lancé un appel de détresse, l'aviation française a reçu l'autorisation de poursuivre l'attaque au-delà du territoire algérien et de bombarder le village d'où provenait les tirs.

Aujourd'hui, le gouvernement tunisien outragé, présidé par Bourguiba, a exigé l'évacuation des bases militaires françaises, la restitution de Bizerte sous un protectorat français, le rapatriement de son ambassadeur à Paris et a déposé plainte auprès du Conseil de sécurité de l'ONU. Son principal objectif étant probablement d'isoler la France des autres pays occidentaux, dont les États-Unis. Bourguiba tente en ce moment même d'internationaliser le conflit. Un reporter de guerre nous rapporte une bribe d'un discours de propagande officiel : "Les projectiles français n'ont touché que les Tunisiens, surtout des femmes et des enfants." Nos contacts n'ont, quant à eux, pas encore eu le droit de pénétrer sur les lieux, à cause de leur nationalité française.



Visite officielle des lieux après l'attaque

Ce tragique événement remet-il en question les positions internationales vis-à-vis du conflit algérien ? En effet, ce bombardement donne l'image d'une France barbare, s'en prenant à des innocents pour asseoir sa suprématie. Or, l'Angleterre et les États-Unis, bien qu'alliés de la France ne peuvent pas soutenir de telles actions et ne sont donc pas en mesure de la sortir de ce mauvais pas. Parallèlement à cela, de violentes émeutes se déroulent actuellement à Alger, la capitale de l'Algérie. On constate également la naissance d'une crise de régime en métropole.

C'est dans cette optique que le Lycée français a décidé d'ouvrir le débat concernant les tensions locales et les solutions mondiales au lendemain du bombardement de Sakiet, afin de ne pas rester muré dans le silence.

**Yasmin CHINOUNE,
Iris MORISI
et Estelle RAVOIRE**



Avion français bombardant le village de Sakie

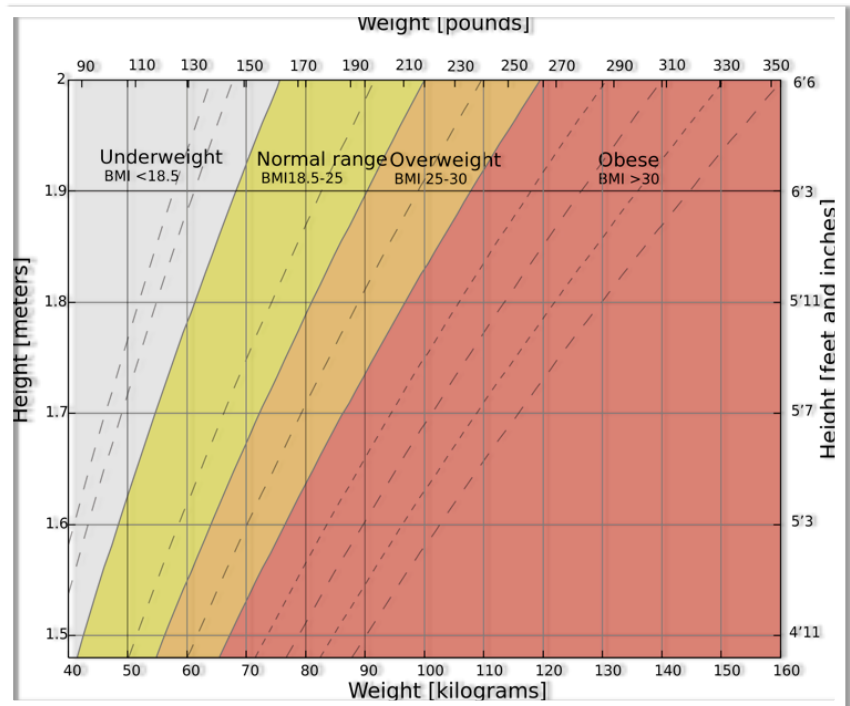
Obesity

It is not often that you see a fat main character or overweight singer on TV. Would you ever fancy Justin Bieber or Scarlett Johansson being weighty?

We do not often realize the difference between fatness, obesity and overweight. Obesity is the abnormal accumulation of body fat over the ideal body mass index (BMI), which is an index based on the ratio of someone's height and weight ($BMI = \text{kg}/\text{m}^2$). You are considered an overweight person if your BMI is greater than or equal to 25. However you are considered an obese person if your BMI is greater than or equal to 30.

Worldwide weight problems have more than doubled since 1980 and nowadays the world population is well affected by this matter, the United States being the country in the lead, with almost $\frac{2}{3}$ of its population suffering from these diseases.

FOR THE FIRST TIME IN HUMAN HISTORY, THE NUMBER OF OVERWEIGHT PEOPLE RIVALS THE NUMBER OF UNDERWEIGHT PEOPLE...



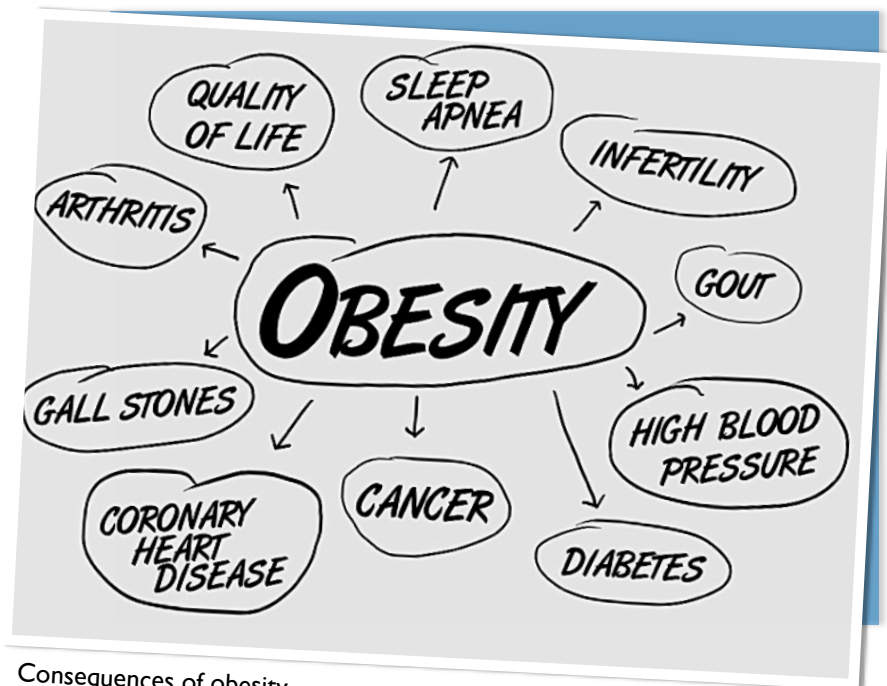
What it is not usually said in the media is that all of this causes catastrophic consequences. Raised BMI is a major risk factor for noncommunicable diseases such as cardiovascular diseases, diabetes, high pressure, anxiety, personality disorders, musculoskeletal disorders and some cancers (endometrial, breast, and colon). Of course, diseases involve medical care. Therefore, this involves an investment from the government. And as we sometimes say, nothing is free in life. Indeed, this results in a tremendous cost for the state. However, we do not stop overeating junk food, or as we say in French, « de la malbouffe », or in Spanish, « comida basura », even though the name itself is degrading enough.

The fundamental cause of obesity and overweight is an energy imbalance between calories consumed and calories expended. More precisely an increased intake of energy-dense foods that are high in fat such as an increase in physical inactivity. These abnormalities in people's diet are the result of environmental and societal changes. Furthermore, the majority of plump persons suffer from discrimination. They are treated disrespectfully either in public or privately, being harassed. And this doesn't help them get through their problem. "Making people feel ashamed about obesity could lead them to gain weight, not lose it" says University College London in one of their studies.

But then, if there are so many disadvantages, why does the amount of fat people keep getting higher and higher? As simple as media manipulation. All over the media you can find food advertisements inviting you to buy some McDonald's burger or some kind of fat free cookies, which actually aren't. They convince you that this kind of food is healthy, nutritious and by all means environment-friendly. By constantly repeating the same message, over and over again, it creates the effect of an indoctrination plan, leading you to believe that you need this food, that it is the normal thing to ingest. And in the end, people eat junk food thinking they are having the right amount of nutriment and following the optimal eating habits.

But obesity is not irrevocable.

There are many ways to end it and become a healthier person. First of all, parents can prevent it by promoting a beneficial lifestyle, moderating television viewing, regularizing family mealtimes, and exercise. And this must be done since childhood. Then, individually people can limit the energy intake from total fats and sugars; eat more fruits and vegetables, as well as legumes and engage in a diary physical activity. But the work isn't just personal; society must also participate by supporting and stopping the judgemental attitude. Lastly, the food industry has a very



Consequences of obesity

important role in this recovery. These companies should reduce the fat, sugar and salt in their products; make sure that the healthier food is available and affordable to every customer and build up responsible and honest advertisements. But again, would the companies involved be interested in doing so if it resulted in less profits for them?

In a nutshell, this issue is a worldwide concern. It is our duty as citizens to be conscious and

make people aware not only of the problems concerning our eating habits, but also the problems they may result in, as well as what we can do against them. One small action can make the change we are still hoping for: a healthier, and therefore happier life for mankind.

**Jade LANCELIN,
Nina RUIZ
et Beatriz SANZ**



Typical fast food: American burgers